



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/44/264 ✓
E/1989/73
2 mai 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-quatrième session
Points 12, 83 f) et 86 de la liste
préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE : ENVIRONNEMENT
PROTECTION DU CLIMAT MONDIAL POUR LES
GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session extraordinaire de 1989
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE : ENVIRONNEMENT

Lettre datée du 2 mai 1989, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre de E. A. Chevardnadze, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, contenant les propositions de l'Union soviétique concernant les moyens de créer un centre d'aide écologique d'urgence et les responsabilités qui lui seraient assignées, création qui a été suggérée par M. Mikhail Gorbatchev, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, dans l'allocution qu'il a prononcée lors de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, le 7 décembre 1988.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 12, 83 f) et 86 de la liste préliminaire, et de la seconde session ordinaire de 1989 du Conseil économique et social.

(Signé) A. BELONOGOV

* A/44/50/Rev.1

ANNEXE

Lettre datée du 30 avril 1989, adressée au Secrétaire général
par le Ministre des affaires étrangères de l'URSS

Dans l'allocution qu'il a prononcée le 7 décembre 1988 lors de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et Président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, M. S. Gorbatchev, a proposé de créer au sein de l'Organisation des Nations Unies un centre d'aide écologique d'urgence. J'ai l'honneur d'exposer ci-après les propositions de l'Union soviétique concernant la création d'un organe international de cette nature et les responsabilités qui lui seraient confiées.

1. Le centre aurait selon nous pour objectif d'organiser la coopération internationale pour faire face à des situations de crise écologique. Il serait principalement chargé d'envoyer rapidement dans les zones où l'environnement se serait gravement dégradé des groupes internationaux d'experts ayant pour tâche d'analyser la situation et de formuler des recommandations en vue de limiter et d'éliminer leurs incidences négatives. Le cas échéant, ces groupes pourraient comprendre des juristes qui examineraient les problèmes juridiques que pourraient poser des catastrophes écologiques à répercussions transfrontière.

2. Sur la base des renseignements fournis par les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, on pourrait mettre en place au centre une banque de données sur les scientifiques et spécialistes que l'on pourrait recruter comme experts et envoyer rapidement dans les zones touchées par des catastrophes écologiques. Le centre pourrait également réunir des informations sur les sociétés et organisations qui disposent de techniques de pointe et de l'expérience nécessaire en matière de neutralisation des effets négatifs pour l'environnement des catastrophes naturelles et graves accidents.

Le centre, s'appuyant sur sa base de données, pourrait en outre fournir des services consultatifs en étroite collaboration avec les programmes d'information du PNUE.

3. Les solutions techniques et les évaluations d'experts établies par le centre pourraient être largement diffusées par les organes d'information, de façon que la communauté internationale tout entière puisse en bénéficier et en tenir compte.

4. Le centre pourrait être créé au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et dirigé par un secrétaire général adjoint. Il pourrait ainsi collaborer étroitement avec le PNUE, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et d'autres organismes des Nations Unies qui s'intéressent aux questions d'environnement et tirer pleinement parti des possibilités offertes par ces organismes.

5. Dans un premier temps, le centre pourrait être chargé de recevoir les demandes d'assistance d'urgence adressées par les Etats victimes de catastrophes écologiques, de constituer un groupe d'experts idoine et d'informer ces experts de leur envoi d'urgence sur place pour y évaluer la situation.

/...

6. Par la suite, à mesure que se renforcerait l'organisation et la base matérielle du centre, on pourrait élaborer des procédures touchant l'assistance technique à apporter aux Etats intéressés. Le centre pourrait en particulier procéder à des études de faisabilité concernant la construction de nouveaux grands projets industriels ou énergétiques potentiellement dangereux, notamment dans les régions où la forte concentration industrielle constitue déjà une menace pour l'environnement. Ces études pourraient revêtir une importance spéciale pour les pays en développement.

7. Il serait souhaitable que le financement des activités du centre n'entraîne qu'une augmentation minimale des crédits inscrits au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Dans un premier temps, on pourrait affecter au centre des effectifs limités. Il conviendrait également de prendre des dispositions pour que les Etats prennent à leur charge les frais de voyage de leurs experts. On pourrait également envisager une certaine participation financière des pays touchés (qui pourrait prendre la forme d'une indemnité de subsistance versée aux experts).

Il va sans dire que l'élargissement des fonctions du centre entraînera des dépenses supplémentaires. A ce propos, il serait bon d'envisager de créer un fonds d'affectation spéciale pour l'environnement dont les ressources pourraient provenir de différentes sources. Il pourrait notamment s'agir de crédits libérés par le désarmement et de donations volontaires.

8. L'Union soviétique est prête, quant à elle, à prendre une part active et concrète à la création du centre, qu'il s'agisse des consultations préalables ou, sur le plan concret, de la fourniture de services de scientifiques et d'experts.

9. Il faut de toute urgence détourner la menace mondiale qui pèse sur l'environnement et garantir sa sécurité partout dans le monde en prenant sans tarder des mesures efficaces à cette fin. L'Union soviétique estime que la proposition de créer un centre d'aide écologique d'urgence donnera matière, au moment où les Etats se préparent à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui doit se tenir en 1992, à d'importants débats sur les activités concrètes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et de tous les Etats Membres dans ce domaine.

E. Chevardnadze
